

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



HENKEL TECHNOLOGIES FRANCE

299, rue Grange Morin
Zone Industrielle Nord
69 400 ARNAS

Références : UDR-CRT-22-179-HD
Code AIOT : 0006103547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans la société HENKEL TECHNOLOGIES FRANCE implanté 299, rue Grange Morin Zone Industrielle Nord à ARNAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). L'inspection a été annoncée le 04/08/2022. Elle vise à contrôler, dans le cadre d'une action régionale, la bonne réalisation des études et contrôles techniques concourant à la prévention du risque d'incendie lié aux installations électriques et à la foudre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENKEL TECHNOLOGIES FRANCE
- 299, rue Grange Morin Zone Industrielle Nord 69 400 ARNAS
- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Henkel France Operations est autorisée à exploiter le site par arrêté préfectoral du 27 avril 2009 modifié. Elle a pour activité principale, sur son site d'Arnas, la fabrication de colles et de mastics à usage industriel : colles thermofusibles (ou Holt Melt), colles polyuréthanes, mastics à chaud et à froid.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations électriques,
- prévention du risque foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
 - si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations des protections : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suite	3 mois
4	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suite	3 mois
5	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Susceptible de suite	3 mois
6	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Susceptible de suite	3 mois
8	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.2.3	Susceptible de suite	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.3.1	Susceptible de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans suite administrative
3	Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans suite administrative
7	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans suite administrative
9	Perte d'alimentation électrique - Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.5.4	Sans suite administrative

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

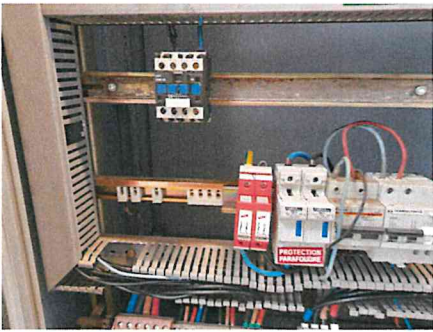
L'inspection a permis de mettre en évidence plusieurs non-conformités. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever. En cas de non-respect des demandes et des échéances mentionnées dans le présent rapport, l'inspection proposera une mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations des protections : Vérification complète après installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</i>
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification suite à l'installation de son système de protection intervenue en 2015. Il est rappelé que les dispositifs de protection doivent être conformes aux préconisations de la dernière étude technique foudre réalisée. (Étude de APAVE du 20 mars 2014).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant présentera son rapport de vérification faisant suite à l'installation du système de protection contre la foudre et s'assurera que l'installation est conforme aux préconisations de la dernière étude technique foudre réalisée. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 2 : Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</i>
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification visuelle réalisé par APAVE le 22 juillet 2022. Ce rapport fait état d'une non-conformité : Bâtiment PU remplacer la cartouche hors service du parafoudre de type 2 Armoire SOLVANT II Petit local L'exploitant indique que cette non-conformité a été traitée. L'inspection a constaté la présence d'une cartouche neuve dans l'armoire SOLVANT II.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositifs de protection : vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</i>
Constats : L'exploitant présente le rapport de la vérification complète réalisé par APAVE le 24 juin 21. Ce rapport présente aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</i>
Constats : Le carnet de bord de l'exploitant ne présente pas d'enregistrement d'agression de la foudre. Les deux derniers rapports de vérification de APAVE ne présente pas non plus d'enregistrement d'agression de la foudre. Sur le terrain, l'inspection a contrôlé les 2 compteurs d'agression de la foudre présent au niveau des descentes des paratonnerres. Le compteur situé à l'ouest ne fonctionne pas et celui situé à l'est indique que le niveau des piles est faible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant remettra en état les dispositifs d'enregistrement des agressions de la foudre et justifiera du bon fonctionnement des compteurs . <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 5 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i> <i>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</i> <i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i> <i>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</i>
Constats : L'exploitant présente une analyse du risque foudre (ARF rapport n° 71075850011) réalisé par APAVE le 4 septembre 2013. L'ARF identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'inspection constate que l'étude de dangers du site a été mise à jour en février 2021 puis complétée en décembre 2021 et que l'ARF présentée est postérieure à cette date.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant met à jour son analyse du risque foudre suite à la révision de l'étude de dangers ou justifie que l'ARF du 4 septembre 2013 prend bien en compte les bâtiments et structure actuels du site. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 6 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</i> <i>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</i> <i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i> <i>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</i>
Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas remis la dernière version de l'étude technique foudre. D'après l'exploitant, la dernière version date du 20 mars 2014. Cette version a été remise à l'inspection par courriel le 3/10/2022. Cette étude énumère des dispositifs de protection à mettre en place et préconise des mesures de prévention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant envoie la notice de vérification effectuée après la mise en place des dispositifs de protection (Cf constat n°1) et définit les suites données aux préconisations définies dans l'étude technique foudre du 20 mars 2014. Il apporte les justifications nécessaires si certaines préconisations n'ont pas été mises en œuvre. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 7 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : <i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i>
Constats : Le carnet de bord présenté par l'exploitant liste les vérifications réalisées (initiale, visuelle et complète). D'après ce carnet de bord, une vérification est réalisée chaque année, la vérification initiale a été réalisée le 29/04/2015 et la prochaine vérification est à réaliser avant le 27 juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</i> <i>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</i>
Constats : L'inspection a examiné le rapport n°: R6860933-009-1 de vérification des installations électrique et le rapport de vérification des installations électrique Q18 n° : R6860933-009-1 réalisés par APAVE le 10/12/2021. L'exploitant déclare qu'un électricien est présent lors de l'intervention de APAVE. L'électricien corrige les non-conformités ou prévoit une intervention suivant les constats de l'APAVE. L'exploitant ne dispose pas d'un outil de suivi des non-conformités électriques. L'exploitant présente les rapports sur lesquels des indications font état de la réalisation des interventions et des devis. L'inspection constate que plusieurs des non-conformités non pas été levées et que l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités avait déjà été signalée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant corrige l'ensemble des non-conformités identifiées dans les rapports annuels de vérification des installations électriques avant les prochaines visites. Il transmet un rapport de levée des non-conformités. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 9 : Perte d'alimentation électrique - Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.</i>
Constats : L'exploitant indique que, sur son installation de process industriel, il dispose uniquement d'onduleur en cas de perte d'alimentation électrique. Le système de sprinklage est quant à lui secouru par un groupe électrogène équipé de batteries pour son démarrage. D'après l'exploitant, ce dispositif de secours est testé régulièrement par une société spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</i> <i>Ces consignes doivent notamment indiquer :</i> <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
Constats : L'inspection a constaté, par sondage sur certains équipements, la présence de commande d'arrêt d'urgence de type "coup de poing" concourant à la mise en sécurité. L'exploitant dit disposer d'un plan pour l'accueil des pompiers et présente son livre rouge disponible pour l'ensemble du personnel du site. L'inspection n'a pas pu s'assurer de la présence de procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant fait parvenir à l'inspection les consignes/procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations. <u>Délai</u> : 3 mois.